n°3.2026

le carré bleu

feuille internationale d'architecture



HABITER LA PAIX

le carré bleu
feuille internationale d'architecture

fondateurs (en 1958)
Aulis Blomdstedt, Reima Pietllä, Keijo Petäjä, Kyösti Alander, André Schimmerling *directeur de 1958 à 2003*

responsable de la revue et animateur (de 1986 à 2006)
avec A.Schimmerling, Philippe Fouquey

directeur Massimo Pica Ciamarra

Cercle de Rédaction
Kaisa Broner-Bauer, Jorge Cruz Pinto, Giovanni Di Leo, Pierre Lefèvre, Salvator-John Liotta, Massimo Locci, Päivi Nikkanen-Kalt, Luigi Prestinenza Puglisi, Livio Sacchi, Sophie Brindel-Beth, Bruno Vellut.

collaborateurs
Outre son important groupe en France, Le Carré Bleu s'appuie sur un vaste réseau d'amis, collaborateurs et correspondants dans plusieurs pays, non seulement en Europe.

Grace à l'initiative de la Bibliothèque de la *« Cité du Patrimoine et de l'Architecture »* à Paris, sur le site *www.lecarrebleu.eu* " tous les numéros du Carré Bleu depuis l'origine en 1958 sont disponibles gratuitement avec la totalité des textes.

en collaboration avec
- Civilizzare l'Urbano ETS
- IN/Arch - Istituto Nazionale di Architettura - Roma
- Museum of Finnish Architecture - Helsinki
- Fondazione italiana per la Bioarchitettura e l'Antropizzazione sostenibile dell'ambiente
- Fondation SUM (Etats-Unis du Monde)

archives iconographique, publicité
redaction@lecarrebleu.eu

traductions
par Adriana Villamena
révision des textes français F. Lapied

mise en page Francesco Damiani

édition
nouvelle Association des Amis du Carré Bleu, loi de 1901 Président François Lapied
tous les droits réservés / Commission paritaire 593 « Le Carré Bleu, feuille internationale 'architecture »

www.lecarrebleu.eu

Notre « feuille internationale d'architecture » accueille une réflexion atypique, vaste et complexe. De nombreuses voix s'expriment et soulignent une nécessité malheureusement récurrente : celle de transformer à la suite d'interventions destructrices.

« *La Maison de la Paix* » (n° 2/2026) a déjà trouvé son origine dans un acte politique grave qui, en septembre dernier, a sapé la crédibilité de la principale institution internationale créée en 1945 pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde, promouvoir la coopération entre les États et protéger les droits de l'homme. Il décrit l'idée apparemment utopique d'un siège des « États-Unis du Monde » avec une expression architecturale très différente de celle de l'actuel « gratte-ciel de verre », clairement issu de la culture dominante de l'époque.

Ce numéro, coordonné par Alessio Battistella, bénéficie de contributions théoriques d'architectes, d'intellectuels, de formateurs et de citoyens appelés à repenser la signification de mots tels que paix, droit, responsabilité, coexistence, et aussi à se demander « comment des disciplines telles que l'architecture, l'art, la politique, la philosophie, les sciences sociales, l'économie et la technologie peuvent contribuer à construire - ou du moins à imaginer - un équilibre différent entre espace, pouvoir et communauté ».

La multiplication des conflits révèle la normalisation de la guerre, qui touche les économies, les technologies, les institutions et les espaces de vie : un coût énorme, non seulement sur le plan économique, mais aussi en raison de ses conséquences directes sur les questions climatiques et la biosphère.

L'introduction précise clairement que conflit et guerre ne sont pas synonymes : le conflit fait partie intégrante de la démocratie ; le défi consiste à apprendre à le vivre sans le transformer en violence. Même les projets de régénération des cadres de vie ne sont pas neutres : ils peuvent séparer ou relier, détruire ou reconstruire. Celui qui conçoit ces projets doit assumer ses responsabilités et a également la difficile tâche de contribuer à la coexistence.

HABITER LA PAIX À L'ÈRE DES CONFLITS
architecture, espace et responsabilité après la rupture

05 Vivre la paix
Alessio Dionigi Battistella
IAA International Academy of architecture *Lettre ouverte 09/11/2025*

29 De la résistance au terrain d'entente : Gezi, le patrimoine et la création de l'espace public
Zeynep Arda, Giovanni Di Leo

41 Architecture et rupture : donner un sens a la responsabilite en temps de guerre et d'autoritarisme
Gruia Bădescu

53 Conflits, frontieres et reconstruction. reflexions sur une ligne qui separe et unit
Renzo Bassani,

71 L'architecture a l'ere des conflits
Marco Biraghi

83 « demain, nous commencerons a creer la ville ensemble ». la liberation, pas le salut.
Camillo Boano

95 Paradigmes pour une paix possible
Luca Bonifacio

107 Vivre l'urgence. Architecture, crise climatique et responsabilité à l'ère de l'accélération
Sandra D'Urzo,

119 L'érotisme des conflits. pourquoi la réflexion ne suffit pas à mettre fin à la guerre
Maura Gancitano e Andrea Colamedici

129 Crise du droit international humanitaire : quel avenir ?
Silvia Gison

139 La reconstruction en situation de conflit
Gyöngyi Kovács

147 Vivre la paix au-delà du conflit
Alessandra Morelli

159 Ville et potentiel de transformation. conflits urbains entre revendications populaires et risques de dépolitisation
Carolina Pacchi

167 Ville fantôme
Raul Pantaleo

175 Espace de conflit, impossibilité, hospitalité. 10 thèses
Gabriele Pasqui

187 Investir dans la paix dans un monde instable
Filippo Ungaro, Portavoce UNHCR

197 La machine de guerre et le droit de dire « non » :pour une nouvelle objection de conscience
Virginia Veludo

Alessio Battistella architecte, titulaire d'un doctorat et professeur de conception technologique et environnementale de l'architecture à l'École polytechnique de Milan, où il mène également des activités de recherche. Il est par ailleurs président d'ARCò Architettura e Cooperazione, un cabinet au sein duquel il se consacre à la conception et à la recherche appliquée dans des contextes d'urgence humanitaire.

Zeynep Arda designer graphique et d'interaction, chercheuse en communication et stratège créative. Titulaire d'un doctorat en sciences de la communication, elle a collaboré avec des institutions et des marques internationales. Ses recherches portent sur l'art, l'identité, les migrations, la représentation visuelle et la culture numérique, alliant réflexion académique et pratique créative. @zads_creative

Gruia Bădescu chercheur au Zukunftskolleg de l'université de Constance. Titulaire d'un doctorat en architecture de l'université de Cambridge, il a auparavant été maître de conférences et chercheur associé à l'université d'Oxford. Ses recherches portent sur l'architecture après la guerre et la dictature, avec un accent particulier sur la reconstruction d'après-guerre et le travail de mémoire spatiale dans les Balkans et au Moyen-Orient. Il est co-éditeur de l'ouvrage *Synchronous Pasts: Transforming heritage in the former Yugoslavia* (2021) et achève actuellement un livre retraçant la relation entre la reconstruction architecturale et la gestion du passé au XXe siècle.

Renzo Bassani, Architecte, membre du Conseil national de direction d'IN/Arch. Directeur de la collection Seed, aux éditions Rubbettino. Membre du comité consultatif de Seed Actions for the future, il a collaboré à des programmes de recherche financés par le ministère de l'Éducation nationale et par le ministère de l'Université et de la recherche scientifique et technologique. Il a participé à des initiatives en Italie et à l'étranger en tant qu'enseignant et intervenant lors de séminaires internationaux.

Marco Biraghi professeur d'histoire de l'architecture à l'École AUIC de l'École polytechnique de Milan. Membre de l'Académie de San Luca de Rome et de l'Académie du Dessin de Florence. Parmi ses ouvrages : *Project of Crisis*. Manfredo Tafuri and Contemporary Architecture (MIT Press, 2013), Post Western Histories of Architecture (avec P. Guerrieri, Routledge, 2023), et – tous publiés chez Einaudi – Histoire de l'architecture contemporaine 1750-2023 (2 vol., 2008-23), L'architecte en tant qu'intellectuel (2019), Ce qui reste de l'architecture (2025).

Camillo Boano architecte et professeur de conception architecturale et urbaine à l'École polytechnique de Turin. Il a travaillé dans des contextes de guerre, de catastrophes et d'urbanisme informel dans les pays du Sud, s'intéressant aux pédagogies radicales et à l'aménagement collectif en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Avant de revenir à Turin, il a enseigné à l'Oxford Brookes University et à la Development Planning Unit de Londres. Il s'intéresse à la critique du projet et aux théories politiques de l'architecture.

Luca Bonifacio architecte, designer et chercheur, fort de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le secteur humanitaire et dans des contextes post-catastrophes. Il a travaillé en Afrique et en Asie du Sud-Est, en collaboration avec des organisations internationales, des institutions universitaires et des communautés locales sur des thèmes liés à l'habitat, à l'espace public et aux processus de reconstruction sociale. Il est le fondateur de Hope and Space, une plateforme de recherche et d'action qui explore le rôle du projet en tant qu'outil politique, culturel et éthique dans des contextes complexes. Il est le concepteur du système de construction H7Shelter (www.h7shelter.com) et mène des activités d'enseignement et de recherche au sein de diverses institutions universitaires, où il s'intéresse au design thinking, à l'architecture

Sandra D'Urzo, architecte et experte en reconstruction post-catastrophe, en réduction des risques et en résilience urbaine à la Croix-Rouge internationale (FICR), dont le siège est à Genève. Son travail se concentre sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables, avec une attention particulière portée aux contextes urbains fragiles, aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles.

Maura Gancitano e Andrea Colamedici philosophes et écrivains, sont les fondateurs de TIon, à la fois école de philosophie, maison d'édition et librairie-théâtre. Ils ont écrit ensemble *Tu non sei Dio* (2016), *Lezioni di Meraviglia* (2017), La Société de la performance (2018), Liberati della brava bambina (HarperCollins, (2019), Prendila con Filosofia (HarperCollins, 2021), L'aube des nouveaux dieux (Mondadori, 2021), Ma chi me lo fa fare ? Comment le travail nous a trompés : la fin du charme (HarperCollins, 2023), Botanica della meraviglia. Cultiver l'émerveillement à la fin du monde (HarperCollins, 2025).

Silvia Gison experte en politiques des droits de l'homme, en droit humanitaire et en plaidoyer, elle travaille depuis 2015 chez Save the Children Italia, où elle occupe le poste de coordinatrice du plaidoyer humanitaire au sein de la Direction des affaires publiques et des relations institutionnelles. Elle a supervisé la rédaction de rapports, contribué à l'élaboration de stratégies de plaidoyer humanitaire pour certains pays et coordonné un groupe de travail international chargé des attaques contre les établissements scolaires en situation de conflit.

Gyöngyi Kovács Doyenne de la recherche à la Hanken School of Economics ; titulaire de la chaire Erkko en logistique humanitaire ; Institut de recherche en logistique humanitaire et chaîne d'approvisionnement ; gestion de la chaîne d'approvisionnement et responsabilité sociale, Hanken School of Economics, Helsinki.

Alessandra Morelli a mené ses 30 ans de carrière en tant que fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elle s'est formée professionnellement à la gestion des situations d'urgence dans des zones de conflit à haut risque, en dialoguant et en jouant un rôle de médiation auprès de divers gouvernements, de l'UE, de l'OTAN, d'ONG internationales et locales, d'organisations intergouvernementales, de la société civile et du monde universitaire. Depuis 1992, elle est intervenue directement sur le terrain dans le cadre de négociations, d'opérations humanitaires et de coordination, assurant la protection et l'assistance aux réfugiés,

Gabriele Pasqui enseigne les politiques urbaines à l'École polytechnique de Milan. Il a été directeur du département d'architecture et d'études urbaines de l'École polytechnique de Milan de 2013 à 2019. Il est président du comité scientifique d'Urban@it, centre national d'études sur les politiques urbaines. Il s'intéresse aux processus de gouvernance urbaine et aux dynamiques de transformation de la ville contemporaine. Parmi ses ouvrages récents: *Gli irregolari*, Franco Angeli, Milan 2022 ; *I filosofi e il progetto della città*, Mimesis, 2025.

Carolina Pacchi professeure de politiques urbaines au DAStU de l'École polytechnique de Milan, où elle enseigne la théorie de la planification et la résolution des conflits locaux. Elle a mené des recherches sur la transformation de la gouvernance urbaine dans les villes européennes, sur l'activisme civique urbain, les dynamiques politiques locales et les formes de ségrégation spatiale, et elle se consacre actuellement à des recherches sur les espaces urbains hybrides, physiques et numériques. Elle a participé à plusieurs projets de recherche financés par l'UE sur la gouvernance dans les politiques urbaines, environnementales et de développement local.

Raul Pantaleo architecte italien diplômé de l'IUAV de Venise, cofondateur de TAMassociati, un cabinet international spécialisé dans l'architecture durable et sociale. Professeur contractuel à l'Université de Trieste, il a collaboré avec Emergency sur de nombreux projets sanitaires dans des zones de guerre et de pauvreté en Afrique et au Moyen-Orient. En 2016, il a fait partie de l'équipe de commissaires du Pavillon italien lors de la 15e Exposition internationale d'architecture de la Biennale de Venise. Il a reçu d'importantes distinctions internationales et est membre d'organismes scientifiques et culturels.

Filippo Ungaro né en 1971, est diplômé en sciences politiques. De 1998 à 2000, il occupe le poste de chargé des relations publiques (responsable du service de presse pour l'Europe) au sein du constructeur automobile britannique Lotus Cars, en Angleterre. Après avoir occupé le poste de responsable de la communication chez Progetel, une start-up du secteur des télécommunications, il travaille de 2001 à 2023 pour Save the Children en tant que directeur de la communication. Le 1er novembre 2023, il prend ses fonctions de responsable de la communication et de porte-parole du HCR Italie, où il se consacre à la question des réfugiés.

Virginia Veludo connue sur les réseaux sociaux sous le nom de Rossa Perpendicolare, est titulaire de trois masters, militante, écrivaine, vulgarisatrice culturelle et chroniqueuse à la télévision. Forte d'une communauté de plus de 350 000 personnes, elle allie politique et culture. Elle aborde les thèmes de la justice sociale, des droits civils et de la lutte contre les dérives autoritaires, en remettant au centre les valeurs historiques de la gauche.

Che mondo stiamo costruendo e come vogliamo abitarlo?

Questo numero di *Le Carré Bleu* nasce da una domanda. O forse, da un disagio.

Dalla percezione che alcuni dei principi sui quali abbiamo costruito il nostro modo di pensare la convivenza dopo la Seconda guerra mondiale - *pace, diritto, responsabilità, cooperazione, democrazia* - stiano progressivamente perdendo consistenza. Non perché siano scomparsi dal nostro lessico, continuiamo a parlarne, ma sembrano sempre meno capaci di incidere sul reale.

Nel frattempo, il reale continua a cambiare.

Quando questo numero è stato concepito, i dati dell'Uppsala Conflict Data Program segnalavano già un livello di conflittualità senza precedenti dalla fine della Seconda guerra mondiale. Nel 2025 UCDP ha registrato 65 conflitti armati che coinvolgevano almeno uno Stato, il numero più elevato dall'inizio della serie storica nel 1946 (FIGURA 1). Erano 31 nel 2010. In quindici anni sono dunque più che raddoppiati. Le vittime della violenza organizzata sono state circa 244.600 nel solo 2025, contro circa 187.000 nel 2024 [Uppsala Conflict Data Program, UCDP, 2026].

I numeri, tuttavia, raccontano soltanto una parte della storia. Dietro il numero dei conflitti c'è la trasformazione violenta dello spazio abitato: case abbandonate, quartieri distrutti, scuole e ospedali colpiti, infrastrutture interrotte, comunità disperse. Alla fine del 2025, secondo l'Internal Displacement Monitoring Centre, 82,2 milioni di persone vivevano in condizioni di sfollamento interno in 104 Paesi e territori, più del doppio rispetto a dieci anni prima. Di queste, 68,6 milioni erano sfollate a causa di conflitti e violenze (FIGURA 2). Nel solo 2025 sono stati registrati 32,3 milioni di nuovi spostamenti interni dovuti a conflitti e violenze (FIGURA 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement*, 2026].

What sort of world are we building, and how do we want to live in it?

This issue of Le Carré Bleu stems from a question. Or perhaps, from a sense of unease.

From the sense that some of the principles upon which we have built our way of thinking about coexistence since the Second World War - peace, justice, responsibility, cooperation, democracy - are gradually losing their substance. Not because they have disappeared from our vocabulary - we continue to talk about them - but because they seem increasingly incapable of making a difference in the real world.

Meanwhile, the real world continues to change.

When this issue was conceived, data from the Uppsala Conflict Data Programme (UCDP) were already indicating a level of conflict unprecedented since the end of the Second World War. In 2025, the UCDP recorded 65 armed conflicts involving at least one state - the highest number since the time series began in 1946 (FIGURE 1). There were 31 in 2010. In fifteen years, therefore, the number has more than doubled. The number of victims of organised violence stood at around 244,600 in 2025 alone, compared with around 187,000 in 2024 [Uppsala Conflict Data Programme, UCDP, 2026].

The figures, however, tell only part of the story. Behind the number of conflicts lies the violent transformation of inhabited spaces: abandoned homes, destroyed neighbourhoods, schools and hospitals hit, disrupted infrastructure, and dispersed communities. By the end of 2025, according to the Internal Displacement Monitoring Centre, 82.2 million people were living as internally displaced persons across 104 countries and territories - more than double the figure from ten years earlier. Of these, 68.6 million were displaced as a result of conflict and violence (FIGURE 2). In 2025 alone, 32.3 million new cases of internal displacement due to conflict and violence were recorded (FIGURE 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, Global Report on Internal Displacement, 2026].

VIVRE LA PAIX

Alessio battistella

Quel monde sommes-nous en train de construire et comment voulons-nous y vivre ?

Ce numéro de *Le Carré Bleu* est né d'une question. Ou peut-être d'un malaise. De l'impression que certains des principes sur lesquels nous avons fondé notre conception de la coexistence après la Seconde Guerre mondiale - *paix, droit, responsabilité, coopération, démocratie* - perdent progressivement de leur substance.

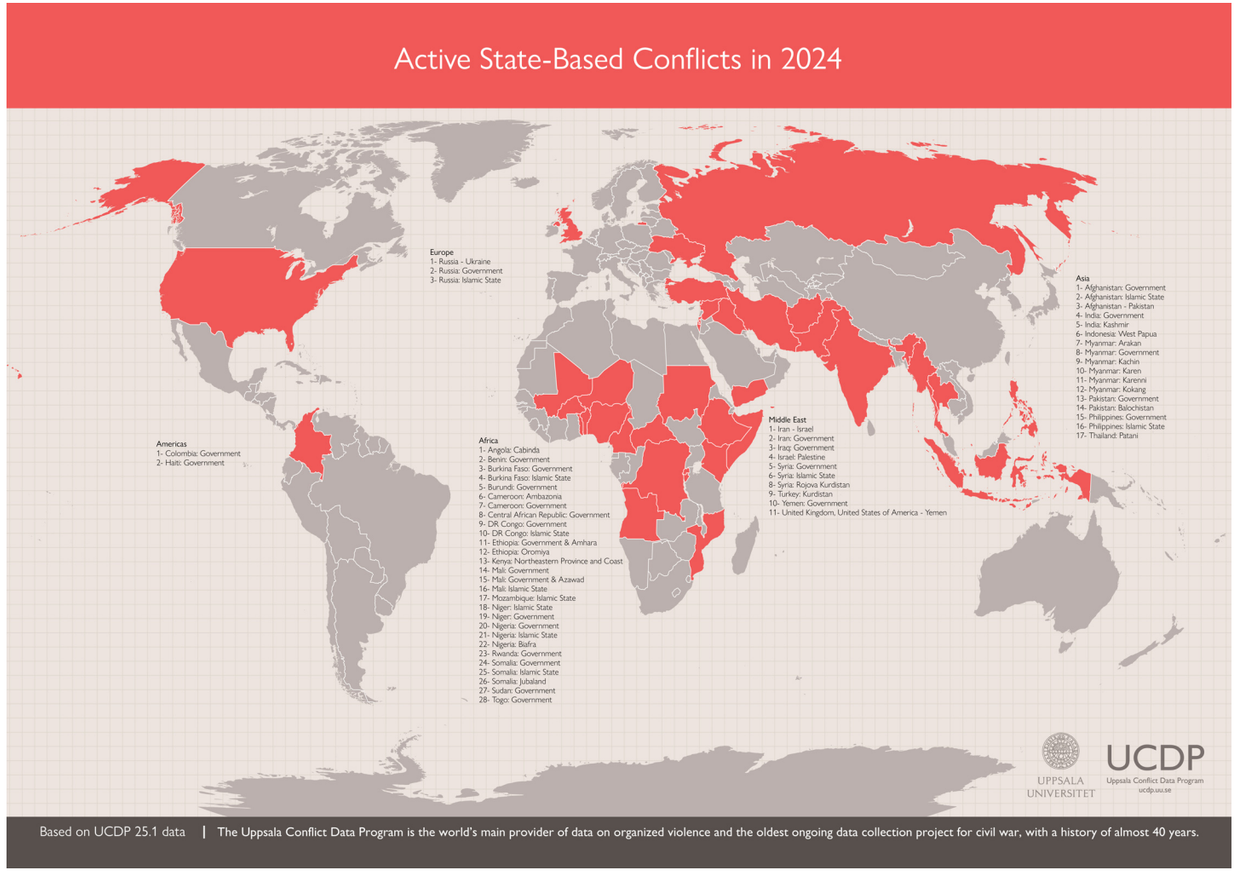
Non pas parce qu'ils ont disparu de notre vocabulaire - nous continuons d'en parler -, mais parce qu'ils semblent de moins en moins capables d'influencer la réalité.

Pendant ce temps, la réalité continue d'évoluer.

Au moment où ce numéro a été conçu, les données de l'Uppsala Conflict Data Program (UCDP) indiquaient déjà un niveau de conflictualité sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 2025, l'UCDP a recensé 65 conflits armés impliquant au moins un État, soit le nombre le plus élevé depuis le début de la série historique en 1946 (FIGURE 1). Elles étaient au nombre de 31 en 2010. En quinze ans, elles ont donc plus que doublé. Les victimes de la violence organisée se sont élevées à environ 244 600 pour la seule année 2025, contre environ 187 000 en 2024 [Uppsala Conflict Data Program, UCDP, 2026].

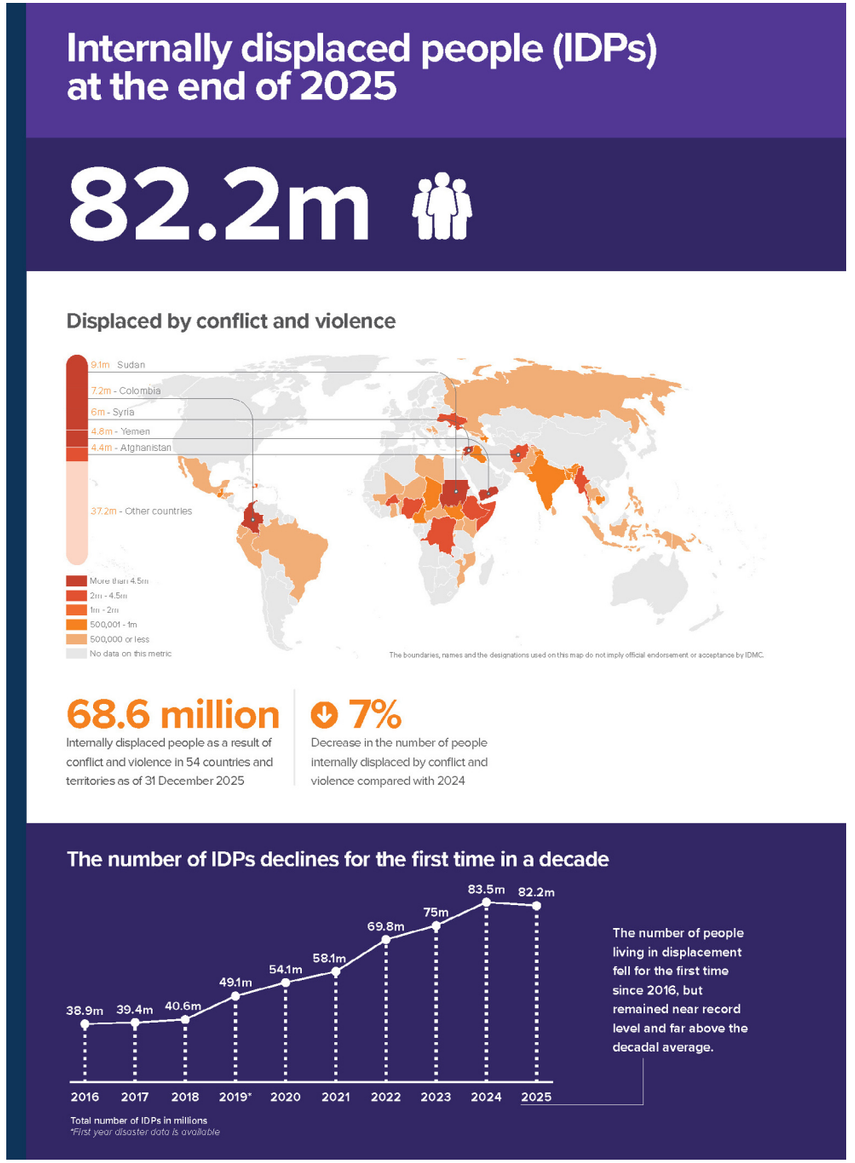
Les chiffres ne racontent toutefois qu'une partie de l'histoire. Derrière le nombre de conflits se cache la transformation violente de l'espace habité : des maisons abandonnées, des quartiers détruits, des écoles et des hôpitaux touchés, des infrastructures interrompues, des communautés dispersées. À la fin de l'année 2025, selon l'Internal Displacement Monitoring Centre, 82,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans 104 pays et territoires, soit plus du double par rapport à dix ans auparavant. Parmi elles, 68,6 millions avaient été déplacées en raison de conflits et de violences (FIGURE 2). Rien qu'en 2025, 32,3 millions de nouveaux déplacements internes dus à des conflits et à des violences ont été enregistrés (FIGURE 3) [Internal Displacement Monitoring Centre, *Global Report on Internal Displacement*, 2026].

Le coût économique permet également de comprendre la dimension structurelle de ce qui se passe. Le projet *Costs of War* de l'université Brown estime que les États-Unis ont engagé environ 8 000 milliards de dollars dans les guerres qui ont suivi le 11 septembre, en incluant les dépenses engagées et les obligations futures liées à l'aide aux anciens combattants (FIGURE 4).

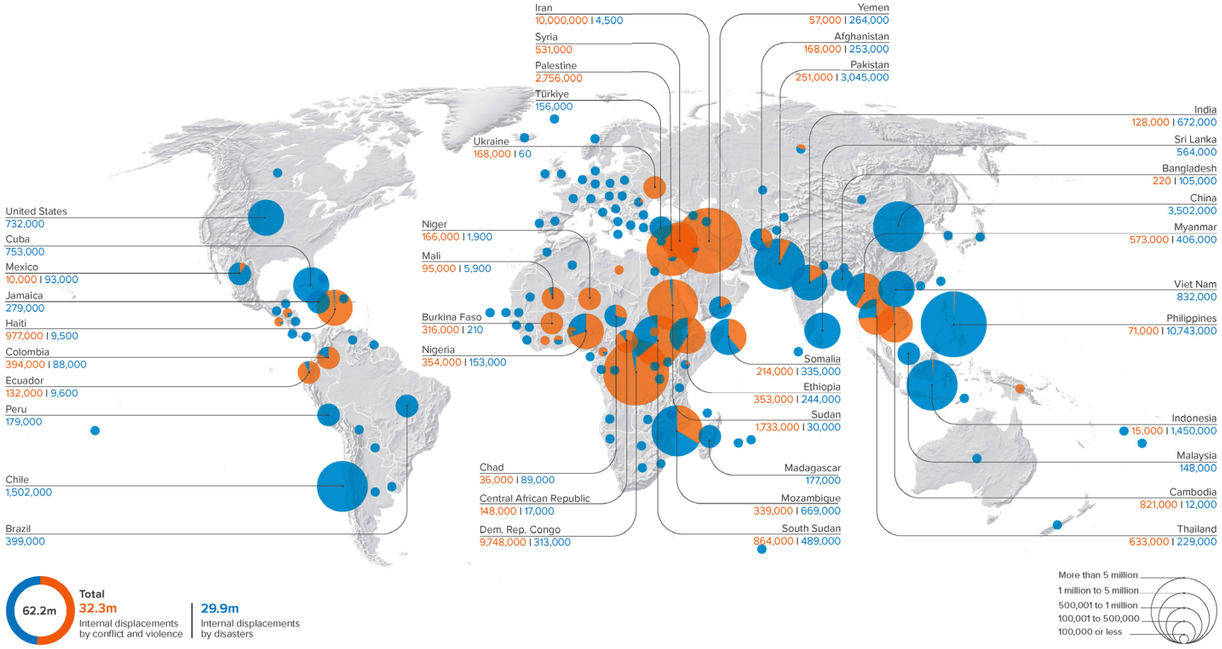


▲ Conflits armés impliquant des États, en cours en 2024.
source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), UCDP Encyclopedia, Université d'Uppsala, 2025, ensemble de données UCDP 25.1

► Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans le monde, 2016–2025.
source : Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC), Résumé – Rapport mondial sur les déplacements internes 2026, 2026, p. 6.



Internal displacements by conflict and disasters in 2025

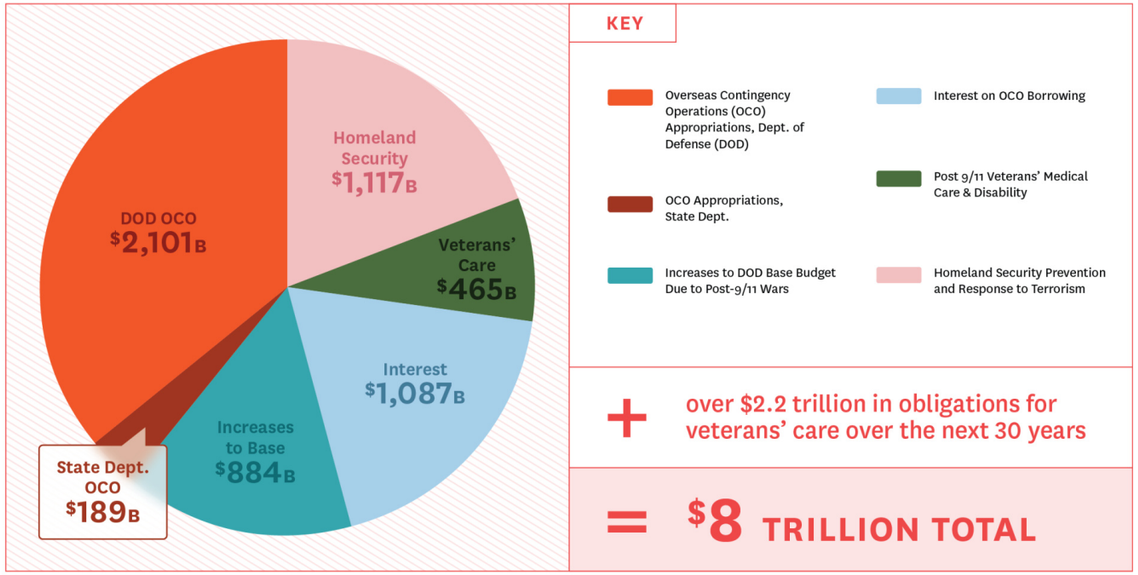


The country, territory names and figures are shown only when the total internal displacements value exceeds 100,000.
Due to rounding, some totals may not correspond with the sum of the separate figures.

The boundaries, names shown and designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by IDMC.

▲ Nouveaux déplacements internes causés par des conflits, des violences et des catastrophes en 2025.
source : Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC), Résumé – Rapport mondial sur les déplacements internes 2026, 2026, p. 4.

Estimate of U.S. Post-9/11 War Spending, in $ Billions FY2001–FY2022



▲ Estimation des dépenses fédérales américaines consacrées aux guerres post-11 septembre, exercices fiscaux 2001–2022 (en milliards de dollars).
source : Neta C. Crawford, « The U.S. Budgetary Costs of the Post-9/11 Wars », Costs of War Project, Brown University, 2021

Anche il costo economico aiuta a comprendere la dimensione strutturale di quanto sta accadendo. Il progetto *Costs of War* della Brown University stima che gli Stati Uniti abbiano impegnato circa 8.000 miliardi di dollari nelle guerre successive all'11 settembre, comprendendo le spese sostenute e gli obblighi futuri per l'assistenza ai veterani (FIGURA 4).

Ma il punto non è soltanto la dimensione della cifra. Ogni risorsa destinata alla guerra è potenzialmente sottratta a istruzione, sanità, infrastrutture, ambiente e politiche sociali. La guerra non è dunque soltanto distruzione, è anche un sistema economico, produttivo e tecnologico capace di creare le condizioni della propria permanenza [Brown University, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Letti insieme, questi dati suggeriscono qualcosa di più inquietante dell'esistenza di molte guerre: la progressiva normalizzazione della guerra.

A questa riflessione affidata alle parole si affianca, lungo tutto il numero, un secondo racconto, costruito attraverso le immagini. Ogni contributo è introdotto da una fotografia di Filippo Romano, scelta come interpretazione visiva dei temi affrontati. Le immagini non hanno una funzione illustrativa né intendono tradurre letteralmente i singoli testi; compongono piuttosto un racconto parallelo che attraversa la rivista, mettendo in relazione luoghi, persone, spazi, conflitti e forme dell'abitare. Un controcanto visivo che, pagina dopo pagina, interroga, attraverso la fotografia, le stesse questioni poste dagli autori e costruisce un ulteriore livello di lettura del numero.

È forse questo il primo denominatore comune delle riflessioni raccolte nel numero. Non emerge una posizione uniforme, né sarebbe stato auspicabile. Eppure, attraverso discipline, esperienze e linguaggi differenti, ritorna una medesima inquietudine: ciò che consideravamo eccezionale tende a trasformarsi in condizione ordinaria. La guerra entra nei bilanci, nella ricerca, nella tecnologia, nelle infrastrutture, nella logistica, nelle politiche migratorie, nelle città e, infine, nel nostro immaginario. Non è più soltanto qualcosa che accade su un fronte lontano.

The economic cost also helps to illustrate the structural scale of what is happening. Brown University's *Costs of War* project estimates that the United States has spent approximately 8,000 billion dollars on the wars following 11 September, including expenditure incurred and future liabilities for veterans' care (FIGURE 4).

But the point is not merely the size of the figure. Every resource allocated to war is potentially diverted away from education, healthcare, infrastructure, the environment and social policies. War is therefore not merely destruction; it is also an economic, productive and technological system capable of creating the conditions for its own perpetuation [Brown University, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Taken together, these figures suggest something even more disturbing than the mere existence of many wars: the gradual normalisation of war.

Alongside this reflection in words, a second narrative - constructed through images - runs throughout the issue. Each contribution is introduced by a photograph by Filippo Romano, chosen as a visual interpretation of the themes addressed. The images do not serve an illustrative purpose, nor do they intend to translate the individual texts literally; rather, they compose a parallel narrative that runs through the magazine, linking places, people, spaces, conflicts and ways of living. A visual counterpoint which, page after page, uses photography to explore the very same questions posed by the authors and constructs a further layer of interpretation for the issue.

This is perhaps the first common thread running through the reflections gathered in this issue. No uniform position emerges, nor would that have been desirable. Yet, across different disciplines, experiences and languages, the same unease recurs: what we once considered exceptional tends to become the norm. War enters our budgets, research, technology, infrastructure, logistics, migration policies, cities and, ultimately, our collective imagination. It is no longer merely something that happens on a distant front.

Mais l'enjeu ne réside pas seulement dans l'ampleur du chiffre. Chaque ressource consacrée à la guerre est potentiellement soustraite à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, à l'environnement et aux politiques sociales. La guerre n'est donc pas seulement synonyme de destruction, c'est aussi un système économique, productif et technologique capable de créer les conditions de sa propre pérennité [Université Brown, Watson School of International and Public Affairs, *Costs of War*].

Lues conjointement, ces données suggèrent quelque chose de plus inquiétant que l'existence même de nombreuses guerres : la normalisation progressive de la guerre.

À cette réflexion exprimée par les mots s'ajoute, tout au long de ce numéro, un deuxième récit, construit à travers les images. Chaque contribution est introduite par une photographie de Filippo Romano, choisie comme interprétation visuelle des thèmes abordés. Les images n'ont pas de fonction illustrative et ne visent pas à traduire littéralement les textes individuels ; elles composent plutôt un récit parallèle qui traverse la revue, mettant en relation des lieux, des personnes, des espaces, des conflits et des modes d'habitation. Un contrepoint visuel qui, page après page, interroge, à travers la photographie, les mêmes questions posées par les auteurs et construit un niveau de lecture supplémentaire de ce numéro. C'est peut-être là le premier dénominateur commun des réflexions rassemblées dans ce numéro. Il n'en ressort pas une position uniforme, ce qui n'aurait d'ailleurs pas été souhaitable. Et pourtant, à travers des disciplines, des expériences et des langages différents, une même inquiétude revient : ce que nous considérions comme exceptionnel tend à devenir une condition ordinaire.

La guerre s'immisce dans les budgets, la recherche, la technologie, les infrastructures, la logistique, les politiques migratoires, les villes et, enfin, dans notre imaginaire. Ce n'est plus seulement quelque chose qui se passe sur un front lointain. C'est une machine complexe qui traverse la production, la finance, la recherche et les transports, rendant de plus en plus difficile de se situer simplement « en dehors » de la guerre (Veludo). Même la succession ininterrompue d'images de destruction engendre une certaine accoutumance. Les guerres, les persécutions et les migrations forcées se transforment en flux et en statistiques, tandis que la souffrance perd ses visages et ses lieux. Des phénomènes complexes sont ramenés à l'opposition entre « nous » et « eux », alors même que diminuent les ressources destinées à la coopération et à la protection des personnes contraintes à fuir (Ungaro ; D'Urzo).

È una macchina complessa che attraversa produzione, finanza, ricerca e trasporti, rendendo sempre più difficile collocarsi semplicemente "fuori" dalla guerra (Veludo). Anche la continuità delle immagini di distruzione produce assuefazione. Guerre, persecuzioni e migrazioni forzate si trasformano in flussi e statistiche, mentre la sofferenza perde volti e luoghi. Fenomeni complessi vengono ricondotti alla contrapposizione tra "noi" e "loro", proprio mentre diminuiscono le risorse destinate alla cooperazione e alla protezione delle persone costrette alla fuga (Ungaro; D'Urzo).

È qui che una rivista di architettura è costretta a interrogarsi. Perché la guerra è sempre anche una questione di spazio. Lo spazio non è semplicemente il supporto fisico sul quale avvengono i conflitti; molto spesso ne costituisce la posta in gioco. Dividere, occupare, espellere, confinare, distruggere sono azioni politiche che coinvolgono lo spazio. Le città non sono soltanto vittime della guerra; possono diventare strumenti attraverso i quali il conflitto viene condotto, le identità cancellate, le popolazioni separate, le memorie riscritte (Pasqui; Pantaleo).

Ma proprio qui emerge una distinzione fondamentale: conflitto e guerra non sono sinonimi. Il conflitto appartiene alla società e alla democrazia. Attraverso il contrasto emergono domande, diventano visibili disuguaglianze e asimmetrie, vengono messi in discussione assetti consolidati. Nello spazio urbano il dissenso può generare identità, pratiche collettive e possibilità di trasformazione. Neutralizzare ogni conflitto in nome di un consenso apparente può significare eliminare proprio la capacità critica e trasformativa della società (Biraghi; Pacchi).

Il punto non è immaginare un mondo senza conflitti. È ricostruire la capacità politica, culturale e spaziale di abitare il conflitto senza convertirlo in guerra.

La pace, in questa prospettiva, non appare semplicemente come l'opposto del conflitto, ma come una particolare forma della sua elaborazione, quella nella quale la presenza dell'altro non richiede la sua eliminazione. Lo spazio pubblico assume allora un valore decisivo. Piazze, strade e parchi non sono soltanto vuoti tra gli edifici, ma infrastrutture democratiche nelle quali

It is a complex machine that permeates production, finance, research and transport, making it increasingly difficult to simply position oneself "outside" the war (Veludo). Even the constant stream of images of destruction breeds desensitisation. Wars, persecutions and forced migration are reduced to flows and statistics, whilst suffering loses its faces and places. Complex phenomena are reduced to the dichotomy between "us" and "them", just as resources allocated to cooperation and the protection of those forced to flee are dwindling (Ungaro; D'Urzo).

It is here that an architecture journal is compelled to ask questions. For war is always, too, a matter of space. Space is not merely the physical setting in which conflicts take place; very often, it constitutes what is at stake. Dividing, occupying, expelling, confining and destroying are political actions that involve space. Cities are not merely victims of war; they can become instruments through which conflict is waged, identities erased, populations separated, and memories rewritten (Pasqui; Pantaleo).

Yet it is precisely here that a fundamental distinction emerges: conflict and war are not synonymous. Conflict is inherent to society and democracy. Through conflict, questions arise, inequalities and asymmetries become visible, and established orders are called into question. In urban space, dissent can generate identities, collective practices and possibilities for transformation. Neutralising all conflict in the name of an apparent consensus may mean eliminating society's very capacity for critical reflection and transformation (Biraghi; Pacchi).

The point is not to imagine a world without conflict. It is to rebuild the political, cultural and spatial capacity to inhabit conflict without turning it into war.

From this perspective, peace does not simply appear as the opposite of conflict, but as a particular form of its resolution – one in which the presence of the other does not require their elimination. Public space thus takes on a decisive significance. Squares, streets and parks are not merely empty spaces between buildings, but democratic infrastructures in which differences, memories and

C'est là qu'un magazine d'architecture se voit contraint de s'interroger. Car la guerre est toujours aussi une question d'espace. L'espace n'est pas simplement le support physique sur lequel se déroulent les conflits ; très souvent, il en constitue l'enjeu. Diviser, occuper, expulser, confiner, détruire sont des actions politiques qui impliquent l'espace. Les villes ne sont pas seulement des victimes de la guerre ; elles peuvent devenir des instruments par lesquels le conflit est mené, les identités effacées, les populations séparées, les mémoires réécrites (Pasqui ; Pantaleo).

Mais c'est précisément là qu'apparaît une distinction fondamentale : conflit et guerre ne sont pas synonymes. Le conflit fait partie intégrante de la société et de la démocratie. C'est à travers la confrontation que surgissent des questions, que les inégalités et les asymétries deviennent visibles, que les structures établies sont remises en cause. Dans l'espace urbain, la dissidence peut générer des identités, des pratiques collectives et des possibilités de transformation. Neutraliser tout conflit au nom d'un consensus apparent peut signifier éliminer précisément la capacité critique et transformatrice de la société (Biraghi ; Pacchi).

Il ne s'agit pas d'imaginer un monde sans conflits. Il s'agit de reconstruire la capacité politique, culturelle et spatiale à vivre le conflit sans le transformer en guerre.

Dans cette perspective, la paix n'apparaît pas simplement comme le contraire du conflit, mais comme une forme particulière de son élaboration, celle dans laquelle la présence de l'autre n'implique pas son élimination. L'espace public revêt alors une importance décisive. Les places, les rues et les parcs ne sont pas seulement des vides entre les bâtiments, mais des infrastructures démocratiques au sein desquelles les différences, les mémoires et les identités peuvent se rencontrer et produire de nouvelles formes d'appartenance. La qualité de l'espace commun en dit long sur la qualité de la démocratie que nous sommes capables de construire (Arda ; Di Leo).

La question devient encore plus radicale lorsque cet espace commun a déjà été détruit. C'est là qu'intervient un deuxième thème qui traverse ce numéro : reconstruire ne signifie pas simplement reconstruire des bâtiments. La guerre détruit les maisons et les infrastructures, mais elle brise également les relations, les identités, les économies, les mémoires et la confiance. La reconstruction ne peut donc pas être envisagée comme une phase exclusivement technique succédant à la cessation des hostilités. Elle n'est jamais neutre. Elle peut recomposer une communauté ou consolider de nouvelles inégalités ; préserver la mémoire ou l'effacer ; redonner des capacités aux populations locales ou transformer des territoires dévastés en opportunités de spéculation.

differenze, memorie e identità possono incontrarsi e produrre nuove forme di appartenenza. La qualità dello spazio comune dice qualcosa della qualità della democrazia che siamo capaci di costruire (Arda; Di Leo).

La questione diviene ancora più radicale quando quello spazio comune è già stato distrutto. Qui entra in gioco un secondo tema che attraversa il numero: ricostruire non significa semplicemente ricostruire edifici.

La guerra distrugge case e infrastrutture, ma spezza anche relazioni, identità, economie, memorie e fiducia. La ricostruzione non può quindi essere pensata come una fase esclusivamente tecnica successiva alla cessazione delle ostilità. Non è mai neutrale. Può ricomporre una comunità oppure consolidare nuove disuguaglianze; conservare memoria oppure cancellarla; restituire capacità alle popolazioni locali oppure trasformare territori devastati in occasioni di speculazione. Ricostruire significa scegliere che cosa conservare, chi può tornare, chi decide e quale idea di futuro debba prendere forma. È più semplice ricostruire muri e infrastrutture che ricostruire fiducia, dignità e condizioni per tornare a vivere insieme (Bădescu; Bassani).

Anche le decisioni apparentemente più tecniche acquistano così una dimensione politica. Materiali, filiere produttive, approvvigionamenti, competenze e lavoro locale possono contribuire a ricostruire non soltanto edifici ma relazioni. Una filiera di fornitura costruita attraversando comunità precedentemente contrapposte può ristabilire dipendenze reciproche, comunicazione e coesione sociale, tenendo insieme risposta umanitaria, sviluppo e costruzione della pace (Kovács).

Di fronte alle rovine, anche un tetto che torna a proteggere, una scuola che riapre, uno spazio nel quale incontrarsi assumono un valore che supera la loro consistenza materiale. La banalità dell'abitare - dormire, studiare, incontrarsi, riconoscere il proprio quartiere - può diventare una forma di resistenza all'annientamento. Fare spazio alla vita significa affermare che un futuro è ancora possibile (Pantaleo; D'Urzo).

Questo numero, però, non concede all'architettura alcuna facile redenzione. L'architettura non è necessariamente buona, pacifica o terapeutica. Può essere strumento di

identities can come together and produce new forms of belonging. The quality of the common space says something about the quality of the democracy we are capable of building (Arda; Di Leo).

The issue becomes even more radical when that shared space has already been destroyed. This is where a second theme running through this issue comes into play: reconstruction does not simply mean rebuilding buildings.

War destroys homes and infrastructure, but it also shatters relationships, identities, economies, memories and trust. Reconstruction cannot therefore be conceived as a purely technical phase following the cessation of hostilities. It is never neutral. It can either reunite a community or entrench new inequalities; preserve memory or erase it; restore capacity to local populations or transform devastated territories into opportunities for speculation. Reconstruction means choosing what to preserve, who can return, who makes the decisions, and what vision of the future should take shape. It is easier to rebuild walls and infrastructure than to rebuild trust, dignity and the conditions for living together once more (Bădescu; Bassani).

Even the most seemingly technical decisions thus take on a political dimension. Materials, supply chains, procurement, skills and local labour can help to rebuild not only buildings but also relationships. A supply chain built by bridging previously divided communities can re-establish mutual dependencies, communication and social cohesion, bringing together humanitarian response, development and peacebuilding (Kovács).

Faced with ruins, even a roof that once again offers shelter, a school that reopens, or a space in which to meet take on a value that transcends their material substance. The banality of everyday life - sleeping, studying, meeting others, recognising one's own neighbourhood - can become a form of resistance to annihilation. Making space for life means affirming that a future is still possible (Pantaleo; D'Urzo).

This issue, however, does not grant architecture any easy redemption. Architecture is not necessarily good, peaceful or therapeutic. It can be an instrument of

Reconstruire, c'est choisir ce qu'il faut conserver, qui peut revenir, qui décide et quelle idée d'avenir doit prendre forme. Il est plus simple de reconstruire des murs et des infrastructures que de reconstruire la confiance, la dignité et les conditions nécessaires pour recommencer à vivre ensemble (Bădescu ; Bassani).

Même les décisions apparemment les plus techniques acquièrent ainsi une dimension politique. Les matériaux, les filières de production, l'approvisionnement, les compétences et le travail local peuvent contribuer à reconstruire non seulement des bâtiments, mais aussi des relations. Une filière d'approvisionnement mise en place en traversant des communautés auparavant opposées peut rétablir des dépendances réciproques, la communication et la cohésion sociale, en conciliant réponse humanitaire, développement et consolidation de la paix (Kovács).

Face aux ruines, même un toit qui offre à nouveau un abri, une école qui rouvre ses portes, un espace où se retrouver acquièrent une valeur qui dépasse leur simple aspect matériel. La banalité du quotidien — dormir, étudier, se rencontrer, reconnaître son quartier — peut devenir une forme de résistance à l'anéantissement. Faire place à la vie, c'est affirmer qu'un avenir est encore possible (Pantaleo ; D'Urzo).

Ce numéro, cependant, n'accorde à l'architecture aucune rédemption facile.

L'architecture n'est pas nécessairement bonne, pacifique ou thérapeutique. Elle peut être un instrument d'occupation, de ségrégation, de contrôle et de représentation du pouvoir. Elle peut participer à la violence autant qu'elle peut contribuer à sa réparation. Même la promesse de « reconstruire en mieux » peut se transformer en rhétorique permettant d'imposer des modèles économiques et spatiaux étrangers aux communautés et à leurs histoires (Boano ; Bădescu).

La responsabilité du projet commence donc par la reconnaissance de sa propre non-neutralité. Il ne s'agit pas d'attribuer à l'architecture la tâche impossible de sauver le monde. Il faut peut-être relativiser cette ambition, travailler au sein des contradictions, produire des espaces de possibilités, réduire les dégâts, rendre la vie quotidienne praticable même lorsqu'une solution semble impossible. Des interventions limitées et situées peuvent ouvrir des espaces d'interaction, de tolérance et d'hospitalité sans prétendre résoudre ce qui relève de dynamiques géopolitiques bien plus vastes (Boano ; Pasqui).

occupazione, segregazione, controllo e rappresentazione del potere. Può partecipare alla violenza tanto quanto contribuire alla sua riparazione. Anche la promessa di "ricostruire meglio" può trasformarsi nella retorica attraverso cui imporre modelli economici e spaziali estranei alle comunità e alle loro storie (Boano; Bădescu).

La responsabilità del progetto comincia allora dal riconoscimento della propria non neutralità. Non si tratta di attribuire all'architettura l'impossibile compito di salvare il mondo. Occorre forse ridimensionare questa ambizione, lavorare dentro le contraddizioni, produrre spazi di possibilità, ridurre il danno, rendere praticabile la vita quotidiana anche quando una soluzione sembra impossibile. Interventi limitati e situati possono aprire spazi di interazione, tolleranza e ospitalità senza pretendere di risolvere ciò che dipende da dinamiche geopolitiche molto più ampie (Boano; Pasqui).

Una tensione analoga attraversa la questione del diritto. Il diritto internazionale e il diritto umanitario sono tra le principali costruzioni istituzionali attraverso cui il Novecento ha cercato di porre un limite alla forza. Eppure assistiamo al paradosso di norme sempre più conosciute e contemporaneamente violate, mentre scuole, ospedali, luoghi di culto e popolazioni civili diventano parte del campo di battaglia. La crisi del multilateralismo rende ancora più evidente la difficoltà delle istituzioni nate nel dopoguerra di incidere sulle forme contemporanee della violenza (Gison; Ungaro).

Questa crisi non dovrebbe però condurre al loro abbandono. È possibile riconoscere i limiti del diritto internazionale, le sue origini storiche e i rapporti di potere che lo attraversano e, nello stesso tempo, difenderne la necessità. Perché non è nell'assenza di regole che il più debole trova maggiore libertà. Senza diritto rimane, prima di tutto, la forza (Pasqui; Gison).

È qui che la pace smette di apparire come una dichiarazione di intenti e diventa una scelta strutturale. Richiede di interrogare i paradigmi attraverso cui organizziamo potere, identità, economia, crescita e rapporto con il pianeta. Richiede di pensare lo spazio non soltanto come bene da possedere o asset da valorizzare,

occupation, segregation, control and the representation of power. It can participate in violence just as much as it can contribute to its repair. Even the promise to 'build back better' can become the rhetoric through which economic and spatial models alien to communities and their histories are imposed (Boano; Bădescu).

The responsibility of the project therefore begins with the recognition of its own lack of neutrality. It is not a question of assigning architecture the impossible task of saving the world. Perhaps we need to scale back this ambition, work within the contradictions, create spaces of possibility, minimise harm, and make everyday life manageable even when a solution seems impossible. Limited and site-specific interventions can open up spaces for interaction, tolerance and hospitality without claiming to resolve issues that depend on much broader geopolitical dynamics (Boano; Pasqui).

A similar tension runs through the question of law. International law and humanitarian law are among the principal institutional constructs through which the twentieth century sought to place limits on the use of force. Yet we are witnessing the paradox of norms that are increasingly well-known and, at the same time, increasingly violated, whilst schools, hospitals, places of worship and civilian populations become part of the battlefield. The crisis of multilateralism makes it even more evident how difficult it is for post-war institutions to have an impact on contemporary forms of violence (Gison; Ungaro).

This crisis should not, however, lead to their abandonment. It is possible to recognise the limits of international law, its historical origins and the power relations that underpin it, whilst at the same time defending its necessity. For it is not in the absence of rules that the weakest find greater freedom. Without law, force remains, first and foremost (Pasqui; Gison).

It is here that peace ceases to appear as a mere declaration of intent and becomes a structural choice. It requires us to question the paradigms through which we organise power, identity, the economy, growth and our relationship with the planet. It requires us to conceive of space not merely as a commodity to be possessed or an

Une tension analogue traverse la question du droit. Le droit international et le droit humanitaire comptent parmi les principales constructions institutionnelles par lesquelles le XXe siècle a cherché à fixer une limite à la force. Pourtant, nous assistons au paradoxe de normes de plus en plus connues et, en même temps, violées, tandis que les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte et les populations civiles sont intégrés au champ de bataille. La crise du multilatéralisme rend encore plus évidente la difficulté qu'ont les institutions nées après la guerre à agir sur les formes contemporaines de violence (Gison ; Ungaro).

Cette crise ne devrait toutefois pas conduire à leur abandon. Il est possible de reconnaître les limites du droit international, ses origines historiques et les rapports de pouvoir qui le traversent, tout en défendant sa nécessité. Car ce n'est pas dans l'absence de règles que le plus faible trouve une plus grande liberté. Sans droit, il ne reste, avant tout, que la force (Pasqui ; Gison).

C'est là que la paix cesse d'apparaître comme une déclaration d'intention et devient un choix structurel. Cela exige de remettre en question les paradigmes à travers lesquels nous organisons le pouvoir, l'identité, l'économie, la croissance et notre rapport à la planète. Cela exige de concevoir l'espace non seulement comme un bien à posséder ou un actif à valoriser, mais comme une infrastructure de relations. Habiter, dans cette perspective, ne signifie pas occuper un espace, mais construire les conditions de la coexistence (Bonifacio ; Morelli).

Aucune transformation ne semble toutefois possible sans remettre également en question la fascination que la guerre continue d'exercer. La guerre ne survit pas seulement parce que quelqu'un l'impose. Elle engendre un sentiment d'appartenance, une intensité ; elle simplifie la complexité en séparant les amis des ennemis et transforme l'incertitude en un récit apparemment clair. Reconnaître cette dimension ne signifie pas la justifier, mais comprendre pourquoi les déclarations de principe et les appels à la raison ne suffisent pas à empêcher son retour (Gancitano ; Colamedici).

Et c'est là que revient la question initiale posée aux auteurs de ce numéro : quel est aujourd'hui le rôle de la pensée critique ?

Non pas celui de s'imaginer en dehors du monde qu'elle observe, ni celui de produire une énième déclaration morale à partir de laquelle se sentir absous. Mais plutôt celui de remettre en question ce que nous apprenons à considérer comme normal.

ma come infrastruttura di relazioni. Abitare, in questa prospettiva, non significa occupare uno spazio, ma costruire le condizioni della coesistenza (Bonifacio; Morelli).

Nessuna trasformazione sembra però possibile senza interrogare anche la fascinazione che la guerra continua a esercitare. La guerra non sopravvive soltanto perché qualcuno la impone. Produce appartenenza, intensità; semplifica la complessità separando amici e nemici e trasforma l'incertezza in una narrazione apparentemente chiara. Riconoscere questa dimensione non significa giustificarla, ma comprendere perché dichiarazioni di principio e richiami razionali non siano sufficienti a impedirne il ritorno (Gancitano; Colamedici).

Ed è qui che ritorna la domanda iniziale rivolta agli autori di questo numero: qual è oggi il ruolo del pensiero critico?

Non quello di immaginarsi esterno al mondo che osserva, né quello di produrre un'ennesima dichiarazione morale dalla quale sentirsi assolti. Semmai quello di rendere nuovamente problematico ciò che stiamo imparando a considerare normale.

Rendere problematico che la guerra torni a essere uno strumento accettabile della politica; che le vittime diventino numeri e gli sfollati flussi; che il diritto venga invocato selettivamente; che l'emergenza umanitaria diventi permanente; che la ricostruzione venga immaginata, mentre ancora si distrugge, come futura opportunità economica; che università, tecnologie e professioni entrino negli apparati della guerra senza interrogare la propria responsabilità; che i confini tornino a essere soltanto muri; che lo spazio pubblico perda la capacità di ospitare il dissenso; che l'altro diventi progressivamente qualcosa di separabile e sacrificabile.

I contributi raccolti in questo numero non consegnano una risposta univoca. Restituiscono piuttosto un lessico della responsabilità: cura, giustizia, memoria, ospitalità, dissenso, solidarietà, limite, partecipazione, obiezione, ricostruzione, liberazione.

Sono parole fragili. Nessuna ferma una bomba.

Ma anche le guerre, prima di diventare bombe, hanno bisogno di parole, immagini, economie, tecnologie, spazi e istituzioni che le rendano pensabili e, infine, accettabili.

asset to be exploited, but as an infrastructure of relationships. From this perspective, 'inhabiting' does not mean occupying a space, but rather creating the conditions for coexistence (Bonifacio; Morelli).

However, no transformation seems possible without also questioning the fascination that war continues to exert. War does not survive merely because someone imposes it. It fosters a sense of belonging and intensity; it simplifies complexity by separating friends from enemies and transforms uncertainty into an apparently clear narrative. Recognising this dimension does not mean justifying it, but understanding why declarations of principle and rational appeals are not sufficient to prevent its return (Gancitano; Colamedici).

And this is where the initial question posed to the contributors to this issue returns: what is the role of critical thinking today?

Not to imagine itself as external to the world it observes, nor to produce yet another moral declaration from which to feel absolved. If anything, it is to once again challenge what we are learning to regard as normal.

To challenge the idea that war is once again becoming an acceptable instrument of politics; that victims become mere numbers and displaced people mere flows; that the law is invoked selectively; that the humanitarian emergency becomes permanent; that reconstruction is envisaged, whilst destruction is still taking place, as a future economic opportunity; that universities, technologies and professions are incorporated into the machinery of war without questioning their own responsibility; that borders once again become nothing but walls; that public space loses its capacity to accommodate dissent; that the 'other' gradually becomes something separable and expendable.

The contributions gathered in this issue do not provide a single, definitive answer. Rather, they offer a lexicon of responsibility: care, justice, memory, hospitality, dissent, solidarity, limits, participation, objection, reconstruction, liberation.

These are fragile words. None of them can stop a bomb.

But even wars, before they become bombs, require words, images, economies, technologies, spaces and

Remettre en question le fait que la guerre redevienne un instrument acceptable de la politique ; que les victimes deviennent des chiffres et les personnes déplacées des flux ; que le droit soit invoqué de manière sélective ; que l'urgence humanitaire devienne permanente ; que la reconstruction soit envisagée, alors même que l'on continue à détruire, comme une future opportunité économique ; que les universités, technologies et les professions s'intègrent dans les appareils de guerre sans s'interroger sur leur propre responsabilité ; que les frontières redeviennent de simples murs ; que l'espace public perde sa capacité à accueillir la dissidence ; que l'autre devienne progressivement quelque chose de séparable et de sacrifiable.

Les contributions rassemblées dans ce numéro n'apportent pas de réponse univoque. Elles proposent plutôt un lexique de la responsabilité : soin, justice, mémoire, hospitalité, dissidence, solidarité, limite, participation, objection, reconstruction, libération.

Ce sont des mots fragiles. Aucun d'entre eux n'arrête une bombe.

Mais les guerres elles-mêmes, avant de devenir des bombes, ont besoin de mots, d'images, d'économies, de technologies, d'espaces et d'institutions qui les rendent pensables et, finalement, acceptables. Peut-être que la mission de la culture commence précisément là : contrer la construction culturelle de l'inévitabilité.

L'architecture revêt alors une signification particulière, car elle ne se contente pas de parler du monde, mais contribue matériellement à le construire. Elle peut séparer ou relier, expulser ou accueillir, effacer ou préserver la mémoire, représenter le pouvoir ou rendre possible une communauté. Elle ne peut pas promettre la paix et ne peut pas se déclarer innocente. Elle peut toutefois interroger sans cesse sa propre responsabilité.

Peut-être que la question n'est donc pas de concevoir un monde enfin exempt de conflits. Il s'agit de concevoir - politiquement, culturellement, juridiquement et spatialement - un monde capable de supporter le conflit sans avoir besoin de détruire l'autre.

Un monde dans lequel la frontière puisse encore devenir un seuil, la ruine une mémoire sans être une condamnation, la reconstruction une réparation et non une conquête, l'espace public un lieu de dissidence, le droit une limite imposée à la force, l'hospitalité un principe de l'habiter.

Forse il compito della cultura comincia esattamente qui: contrastare la costruzione culturale dell'inevitabilità.

L'architettura assume allora un significato particolare perché non parla soltanto del mondo, ma contribuisce materialmente a costruirlo. Può separare o mettere in relazione, espellere o accogliere, cancellare o conservare memoria, rappresentare il potere o rendere possibile una comunità. Non può promettere la pace e non può dichiararsi innocente. Può però interrogare continuamente la propria responsabilità.

Forse la questione non è dunque progettare un mondo finalmente privo di conflitti. È progettare -politicamente, culturalmente, giuridicamente e spazialmente - un mondo capace di sostenere il conflitto senza aver bisogno di distruggere l'altro.

Un mondo nel quale il confine possa ancora diventare soglia, la rovina memoria senza essere condanna, la ricostruzione riparazione e non conquista, lo spazio pubblico luogo del dissenso, il diritto limite posto alla forza, l'ospitalità principio dell'abitare.

In questa stessa direzione si colloca la Lettera aperta dell'International Academy of Architecture (IAA), che abbiamo scelto di richiamare a conclusione di questo numero. Di fronte alla distruzione non soltanto delle vite, ma delle tracce materiali attraverso cui culture e comunità costruiscono nel tempo la propria identità, la Lettera riconduce l'architettura a un principio tanto elementare quanto radicale: il rispetto. Rispetto per la vita e per la comunità, per le differenze, per la natura e i luoghi, per la memoria e la cultura materiale, per la pace e, infine, per coloro che abiteranno il pianeta dopo di noi.

È un richiamo che restituisce all'architettura una dimensione insieme professionale e civile. Costruire significa inevitabilmente prendere posizione sul modo in cui immaginiamo possibile la convivenza.

La pace, da questo punto di vista, non è semplicemente ciò che viene dopo la guerra. È il lavoro, sempre incompiuto, attraverso il quale impariamo a vivere insieme prima che il conflitto diventi guerra.

È forse questo il mondo che dovremmo tornare a costruire. E, soprattutto, quello che dovremmo ancora imparare ad abitare.

institutions that make them conceivable and, ultimately, acceptable. Perhaps the task of culture begins precisely here: to counter the cultural construction of inevitability.

Architecture thus takes on a particular significance because it does not merely speak of the world, but contributes materially to its construction. It can separate or connect, expel or welcome, erase or preserve memory, represent power or make a community possible. It cannot promise peace, nor can it claim innocence. It can, however, continually question its own responsibility.

Perhaps the issue, then, is not to design a world finally free of conflict. It is to design - politically, culturally, legally and spatially - a world capable of sustaining conflict without needing to destroy the other.

A world in which the border can still become a threshold, ruin a form of memory without being a condemnation, reconstruction an act of repair rather than conquest, public space a place of dissent, the law a limit placed upon force, and hospitality the principle of dwelling.

The Open Letter from the International Academy of Architecture (IAA), which we have chosen to include at the end of this isue, is aligned with this very approach. Faced with the destruction not only of lives, but also of the material traces through which cultures and communities build their identity over time, the Letter brings architecture back to a principle as fundamental as it is radical: respect. Respect for life and for the community, for differences, for nature and places, for memory and material culture, for peace and, finally, for those who will inhabit the planet after us.

It is a call that restores to architecture a dimension that is both professional and civic. Building inevitably means taking a stand on the way in which we imagine coexistence to be possible.

Peace, from this perspective, is not simply what comes after war. It is the work – always unfinished – through which we learn to live together before conflict escalates into war.

Perhaps this is the world we ought to return to building. And, above all, the one we still need to learn to inhabit.

C'est dans cette même direction que s'inscrit la Lettre ouverte de l'Académie internationale d'architecture (IAA), que nous avons choisi de rappeler en conclusion de ce numéro. Face à la destruction non seulement de vies, mais aussi des traces matérielles à travers lesquelles les cultures et les communautés construisent leur identité au fil du temps, cette Lettre ramène l'architecture à un principe aussi élémentaire que radical : le respect. Le respect de la vie et de la communauté, des différences, de la nature et des lieux, de la mémoire et de la culture matérielle, de la paix et, enfin, de ceux qui habiteront la planète après nous. C'est un appel qui redonne à l'architecture une dimension à la fois professionnelle et civique. Construire signifie inévitablement prendre position sur la manière dont nous imaginons possible la coexistence.

La paix, de ce point de vue, n'est pas simplement ce qui vient après la guerre.

C'est le travail, toujours inachevé, à travers lequel nous apprenons à vivre ensemble avant que le conflit ne se transforme en guerre.

C'est peut-être ce monde-là que nous devrions recommencer à construire.

Et, surtout, celui que nous devrions encore apprendre à habiter.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Filippo Romano pour la disponibilité et la générosité avec lesquelles il a accepté l'invitation à interpréter, à travers ses images, les thèmes de ce numéro, en mettant son travail à disposition pour construire un récit visuel parallèle aux essais.

Son regard, particulièrement tourné vers les thèmes de l'architecture et de la ville, s'est affiné après sa formation à l'International Center of Photography (ICP) de New York et s'est développé au fil des ans grâce à ses recherches photographiques, à son enseignement dans les masters de photographie de la NABA à Milan et de l'IUAV à Venise, ainsi qu'à ses collaborations avec des magazines tels que Domus, Abitare et Casabella.

Un parcours qui l'a conduit à exposer à la Biennale d'Architecture de Venise en 2010, 2014 et 2021, puis, en 2025, au MAXXI de Rome dans le cadre de l'exposition « *Stadi. Architettura e Mito* », et qui se traduit dans ces pages par une nouvelle manière d'interroger, à travers la photographie, les espaces, les tensions et les formes de l'habitat contemporain.